

Gilbert Bawara: « ...le souverain premier doit s'exprimer »



Si les regards des togolais sont actuellement tournés vers la CEDEAO dont la conférence des Chefs d'Etat connaît la question togolaise fin juillet prochaine, le pouvoir et la Coalition des 14 partis de l'opposition tire chacun le drap de son côté à l'issue du déplacement effectué mercredi à Lomé par les facilitateurs. Réagissant à l'issue de la rencontre, le ministre Gilbert Bawara a estimé que le gouvernement se concentrera sur l'organisation des élections pour que la parole soit donnée au souverain premier. Du côté de l'opposition, on estime que la date de fin novembre est donnée juste à titre indicatif.

Dans le communiqué ayant sanctionné les travaux de Lomé mercredi, les deux facilitateurs ont indiqué qu'ils souhaitent que les élections législatives soient tenues à la fin du mois de novembre. Toutefois, ils ont demandé au gouvernement de suspendre l'organisation du scrutin pour le fait qu'un accord a été trouvé pour permettre à l'Assemblée nationale de poursuivre ces travaux conformément aux dispositions de l'article de la Constitution en vigueur.

Pour le ministre togolais de la fonction publique, point focal du gouvernement et du parti au pouvoir au dialogue, l'objectif recherché est d'organiser les élections pour ainsi tenir et

respecter les échéances électorales.

Le ministre souligne qu'à l'avenir « tous les efforts vont converger vers l'organisation et la tenue des élections. Pour M. Bawara, le souverain premier, qui est le peuple togolais, doit s'exprimer dans les urnes.

« Nous allons œuvrer et travailler pour que d'ici fin novembre 2018, les Togolais puissent s'exprimer dans les urnes. Le plus important, c'est que la parole soit redonnée au souverain premier qui est le peuple », a-t-il poursuivi.

Le point focal du gouvernement et du parti au pouvoir assure que tous les moyens et toutes les volontés seront mis en œuvre pour qu'à l'échéance de fin novembre 2018, les togolais puissent aller aux urnes et s'exprimer.

{loadmoduleid 210}

Evoquant le sujet des réformes constitutionnelles et institutionnelles, le ministre a précisé que le gouvernement est disponible pour leur réalisation et a profité de la visite et des échanges avec les présidents Nana Akufo-Addo du Ghana et Alpha Conde de la Guinée pour réaffirmer sa volonté et son engagement à travailler avec les autres acteurs politiques en vue de leur mise en œuvre.

De ce fait, Gilbert Bawara estime que toutes les initiatives doivent s'inscrire scrupuleusement dans le respect de l'ordre constitutionnel, dans le respect des institutions démocratiquement établies. Il appelle la Coalition des 14 partis à faire preuve de volonté.

« De notre côté, cette volonté existe. Conformément à ce qui vient d'être dit de la part des facilitateurs, que chacun sache faire preuve de retenue et de modération pour permettre le bon aboutissement des efforts qui sont en cours », a-t-il ajouté.

Du côté de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition, on est pas du même avis que le gouvernement. Pour la coordinatrice de ce regroupement, la date de fin novembre a été donnée juste à titre indicatif étant entendu qu'il a été demandé au gouvernement de suspendre l'organisation des élections.